

# Le Royaume-Uni n'est pas prêt pour sortir de l'UE dans un mois

- Officiellement, le Brexit c'est toujours pour dans un mois.
- Une sortie sans accord bouleverserait en profondeur les échanges entre le Royaume-Uni et les Vingt-sept.
- Des changements que les entreprises et les citoyens ne semblent pas avoir envisagés.

Tristan de Bourbon  
Correspondant à Londres

Le gouvernement britannique doute que le Royaume-Uni soit préparé à un *no deal*. Dans son rapport sur l'impact d'un *no deal* sur les entreprises publié mardi soir, les rédacteurs indiquent qu'*"il existe peu de preuves que les entreprises se soient préparées pour le scénario d'un no deal, notamment de la part des petites et moyennes entreprises"*. Et ce, bien que le gouvernement ait mis de côté 4,6 milliards d'euros pour aider les administrations publiques et privées à envisager cette sortie chaotique de l'Union européenne.

*"Par exemple, dans un numéro d'identification et d'enregistrement d'opérateur économique (EORI), les entreprises ne pourront pas remplir les documents destinés aux douanes pour les biens qu'ils importent"*, pointe le rapport. Pourtant, *"environ 40 000 entreprises se sont enregistrées pour ce numéro EORI alors qu'environ 240 000 entreprises britanniques ne font du commerce qu'avec l'UE"*.

Les autorités craignent également que *"les États membres retiennent aux frontières les biens qui n'ont pas pu être correctement traités par les services des douanes"*. Dans le pire des cas, cela pourrait *"réduire de manière significative le flux des biens dans la Manche pendant des mois"*. Quoi qu'il en soit, il estime que

le coût des nouvelles mesures douanières et des nouveaux tarifs douaniers imposés entre le Royaume-Uni et les pays membres de l'UE se montera à

environ 15 milliards d'euros par an aux 240 000 entreprises qui commercent uniquement avec l'UE.

## On reparle de pénuries alimentaires

Ces entreprises ne sont pas les seules concernées. Comme nous l'explique Alexandra Renison, la responsable du commerce et de l'Europe au sein de l'Institut des directeurs, la principale plateforme patronale des petites et moyennes entreprises (PME), *"de nombreuses PME n'ont toujours pas réalisé que les négociations avec l'UE ont des implications et des conséquences pour leur relation commerciale avec des clients et des fournisseurs de pays tiers! J'ai parlé avec des entreprises qui commercent avec la Turquie et qui ne savaient pas que les documents des douanes qu'elles remplissent sont liés au maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière européenne"*.

Les autorités redoutent fortement les conséquences à venir pour l'industrie agroalimentaire. En effet, *"l'UE introduirait des tarifs douaniers d'environ 70 % sur les exportations de bœuf et 45 % sur celles d'agneau vers ses pays membres"*. Comme *"à ce moment de l'année le Royaume-Uni est particulièrement dépendant à l'importation à travers la Manche des fruits et des légumes"*.

*frais, [...] certains prix de produits alimentaires augmenteraient probablement. Il est également possible que le comportement des consommateurs puisse exacerber ou créer des manques alimentaires"*. Le gouvernement assure néanmoins que *"cela n'entraînera pas un manque général de nourriture dans le pays et que moins d'un produit sur dix sera affecté par les retards lors de la traversée de la Manche"*. Autre conséquence incongrue de ces possibles retards aux frontières, rendue publique par *The Sunday Times*: le gouvernement craint l'accumulation de cadavres de non-Britanniques décédés dans le pays. Des centaines de corps sont en effet rapatriés chaque jour.

## Personne n'est épargné

Les risques prévisibles en cas de *no deal* ne concernent pourtant pas uniquement l'économie. Une publicité du ministère de l'Intérieur circule depuis plusieurs semaines sur les réseaux sociaux ; elle demande aux Britanniques de s'assurer qu'ils

## Prolongation des délais et vent d'optimisme

L'Union européenne est prête à concéder au Royaume-Uni un report du Brexit au-delà de la date prévue du 29 mars, à la condition d'avoir la certitude de sortir de l'impasse actuelle, ont averti ce mercredi plusieurs dirigeants en réponse aux annonces de la Première ministre britannique Theresa May.

La livre sterling poursuivait sa hausse mercredi, au lendemain d'une forte progression alimentée par l'optimisme concernant le Brexit, principal sujet d'intérêt des investisseurs. Mardi, la devise britannique avait déjà pris plus de 1 % face aux principales devises tandis que la Première ministre britannique, Theresa May, avait annoncé aux députés britanniques qu'elle leur laisserait le choix de reporter la date du Brexit pour *"une période courte et limitée"* s'ils rejettent son accord de retrait de l'UE et refusent de sortir sans accord.

pourront bien partir en vacances dans les pays de l'UE. En effet, c'est une nouveauté, la date de validité de leurs passeports devra dépasser six mois. Ils devront également sans doute demander un visa s'ils comptent séjourner au sein de l'UE plus de trois mois sur une période de six mois. Ils ne pourront quoi qu'il en soit pas travailler dans l'UE sans un visa de travail. Un bouleversement.

Leurs permis de conduire britanniques n'y seront plus valables. Ils devront donc obtenir un permis de conduire international (voire deux pour conduire en Espagne, à Chypre, Malte et en Islande) pour 5,50 € et ils devront obtenir une carte verte de leur assureur confirmant leur couverture. Leur carte d'assurance européenne ne sera plus valable, ils devront souscrire une assurance spéciale. Enfin, ils devront soumettre leurs animaux domestiques à des tests contre le virus de la rage entre un et trois mois avant leur départ. C'est-à-dire, pour un voyage prévu le 1<sup>er</sup> avril, au plus tard aujourd'hui!

# Un nouveau groupe politique pour électeurs déçus du Brexit

L'incertitude autour du Brexit est aussi en train de remodeler le cadre politique national. Lundi dernier, sept députés travaillistes de la Chambre des communes ont quitté leur parti afin de créer "le groupe indépendant". Ils ont été rejoints par une de leurs collègues mardi avant de voir arriver trois députées conservatrices le mercredi. Un élément les rassemble: leur opposition au Brexit. "Leur positionnement anti-Brexit est, en plus de leur désaccord avec leur propre parti, leur principal point commun", explique Anand Menon, professeur de politique européenne à l'université King's College et directeur du centre de recherche UK in a Changing Europe. "Le député Ian Austin l'a plus ou moins confirmé lors de l'annonce de son départ du Labour vendredi en précisant qu'il ne rejoindra pas cette formation car il est favorable au Brexit."

## Retour au blairisme

Pour le moment, les onze membres du groupe ont surtout exprimé leur volonté de quitter leur parti pour des motivations très personnelles – "le parti a changé", "le parti n'est plus reconnaissable" –, alors qu'eux estiment avoir "gardé les mêmes valeurs". Ils n'ont guère mis en avant d'objectifs positifs, même si la majorité des dissidents travaillistes prôchent, depuis l'élection en 2015 de Jeremy Corbyn à la tête du Labour, pour un retour au blairisme, c'est-à-dire une politique libérale sur les questions économiques et sociétales. Ils pourraient trouver là un autre point commun avec la députée Heidi Allen, et dans une moindre mesure sa collègue Sarah Wollaston, qui critique depuis plusieurs mois les conséquences désastreuses de l'austérité déployée

par son gouvernement. Ce n'est pourtant pas le cas de la troisième dissidente. "Anna Soubry est le véritable problème de ce groupe en termes de cohésion : elle est une vraie tory, notamment favorable à l'austérité", rappelle Anand Menon.

Aujourd'hui, "les membres du groupe indépendant se définissent avant tout parce qu'ils ne sont pas", explique Pippa Catterall, professeure de sciences politiques à l'université de Westminster. "La politique britannique est tellement chaotique que cette approche peut suffire en ce moment : les prises de position sur le Brexit semblent primer pour beaucoup d'électeurs sur les autres thèmes nationaux."

## Sondage favorable

Des dizaines de milliers de Britanniques ont applaudi la création de ce groupe et 14% des électeurs se sont dits prêts à voter en sa faveur, selon un récent sondage. Parmi eux, Nicholas Mazzei, un activiste tory omniprésent sur les réseaux sociaux.

Jusqu'à ce que, désespéré par le refus de la Première ministre Theresa May de négocier un Brexit modéré, ce fervent partisan d'un second référendum et de l'ouverture sur les questions sociétales apportées par David Cameron nous explique avoir quitté un parti devenu "idéologique, aux mains des menteurs, des tricheurs et bien trop influencé par l'entrisme de l'extrême droite". Il a donc applaudi la création de ce groupe et prévoit "déjà, au regard de leurs principes et de leurs valeurs, de travailler avec ses membres".

Plusieurs éléments risquent de ralentir son expansion. "Le groupe indépendant" n'est en effet pas reconnu par les autorités parlementaires, donc il ne pourra pas disposer des avantages liés à un groupe parlementaire officiel : outre qu'il n'est pas encore officiellement un

parti, ses députés n'ont pas été élus sous sa bannière. Il dispose de peu de moyens financiers et d'aucune réelle infrastructure. Enfin, le fait que Heidi Allen ait révélé ce week-end que son groupe s'opposera "à tout ce qui facilitera une élection générale", ce qui veut dire que ses membres soutiendront Theresa May lors d'un vote de défiance à l'égard de son gouvernement, devrait faire hésiter

quelques enthousiastes initiaux. "Il n'en reste pas moins que la création de ce groupe accentue le risque d'autres défections et place donc la pression sur les deux principaux partis", analyse Anand Menon. "Ils ne deviendront néanmoins crédibles que s'ils parviennent à attirer 30 à 40 députés de tous bords. Sans quoi, tout cela n'aura été qu'une perte de temps."

T. de B., à Londres